





1876
April 24

en dorures & autres marchandises précieuses, qu'il auroit dû sauver avec lui suivant l'Ordonnance & qu'on ne doit pas douter qu'il n'eût dans sa caisse

C'est par ces derniers traits, ou la mauvaise foi est marquée à chaque mot, que le sieur Cougnié a sans doute terminé ses mémoires, puis qu'ils terminent sa consultation, *ces dorures qui forment les principaux effets, que le Capitaine prétend avoir perdus, & qui étoient dans une Balle Toilerie, consistent suivant la facture communiquée en douze garnitures de boutons d'or, qui coutoient deux cens cinquante neuf livres treize sols quatre deniers suivant la même facture.*

Où sont les autres marchandises précieuses? dans l'imagination du sieur Cougnié, le Velours a été sauvé, mais si avarié, qu'il n'avoit presque plus de couleur, & que le Velours bleu qui avoit coûté sept cent nonante six livres au Cap, n'a été vendu que 436. liv. à la nouvelle Orleans.

La pacotille du capitaine est dit-on, le premier effet qui attire son attention, l'observation pourroit être relevante, si la pacotille dont-il s'agit consistoit en quelques Malles, que le Capitaine eut eû sous sa main, mais que le sieur Cougnié depose un moment ses préventions, pour examiner de sang froid sur la facture, en quoi consistoit cette pacotille, il verra qu'elle formoit soixante dix-neuf Caps ou Balles que le sieur Brot avoit fait embarquer indifféremment à mesure que les marchandises venoient du dehors, ou qu'il les achetoit à Marseille.

Il le fait, & il voit que les principaux effets perdus sont du Savon, du Papier, des Liqueurs, de la Poudre à poudrer, des Toileries mais il faut s'il est possible en imposer à Messieurs les Juges, convertir à cet effet les *chaloupes* qui vinrent plusieurs jours après de la nouvelle Orleans pour donner du secours, en *Navires* qui étoient présents lors du naufrage, & en confondant les époques & les tems, tâcher de leur faire entendre que les secours étoient suivant l'*inventaire des effets sauvés* trop abondans lors du sinistre dans le tems que cette pièce ne parle que des secours qui survinrent sept jours après. C'est par ces honnetes moyens que les sieurs Nicolas & Cougnié retiennent depuis bientôt un an, au Capitaine Fabre les sommes qu'ils lui doivent.

CONCLUD comme au Procès, & sans préjudice de la voye extraordinaire contre les Calomnies & la difamation.

R I C A R D, *Avocat.*

LAVABRE, *Procureur.*

A A I X , Chez la Veuve de RENÉ ADIBERT,
Imprimeur du Roi. 1751.

SECONDE CONSULTATION,

POUR LES ASSUREURS DU CAPITAINE FABRE,

Servant de Réponse à son Mémoire.

LES SOUSSIGNE'S persistent dans leur avis, nonobstant le titre de *Libelle*, qu'il a plu au Défenseur de Fabre, de donner à leur Consultation. La perpétuelle aigreur de son Mémoire diffus & embarrassé, est une suite de la possession où il s'est mis, de traiter durement ses Confrères du même Siège. Il est vrai que des Avocats postulans en la Cour, pouvoient attendre de lui quelque distinction; surtout, après la leçon de *modestie* que Me. Masse, aujourd'hui premier Syndic du Barreau, lui donna, il y a peu d'années, lorsqu'il s'offensoit de ce qu'on ne ménageoit pas de frauduleux Assurés qu'il avoit pris, comme ici, sous sa protection; & de ce qu'on employoit, tout comme ici, des Lettres Royaux de restitution envers l'acceptation de leur abandon. Il perdit son procès par Arrêt du 28. Juin 1747. & l'on espere qu'un même sort achevera la ressemblance des deux Causes.

A

En effet, Fabre est chargé de *justifier, en due forme, de la quantité des marchandises laissées au Cap, faisant partie de la Pacotille*. Prétendre que cette justification est insolite, & même impossible, c'est faire le procès à une Sentence acquiescée. Il faut savoir, si on y a satisfait.

Quoique Brot eût soutenu, contre sa propre conscience, que le déchargement de ces marchandises étoit *une vaine invention*, Fabre avouë qu'il en laissa de deux espèces, de *vendues & d'invendues*. Il dit n'en avoir vendu qu'à Castelveire & la Veuve Tardivy; & il rapporte, des prétendus Acheteurs, un simple certificat. Il allègue, pour les effets invendus, une *facture*, & une *reconnoissance* des prétendus dépositaires, qu'on ne trouve point dans son sac, ni mentionnées dans ses inventaires de production. Quand elles y seroient; toutes ces pièces, qu'on dit venir d'un Pays étranger, ne seroient pas *en due forme*; & en les supposant en forme, elles prouveroient bien, que les effets attestés, vendus ou invendus, ont été laissés au Cap, mais non pas qu'ils forment toute la quantité déchargée, & qu'il n'y en eût pas d'autres: C'est le nœud de l'interlocutoire.

L'exclusion de toute autre marchandise n'est marquée que par *Nitard, Michel & la Sale*, & toujours dans un certificat. Ces sortes de pièces ne firent jamais une *justification en forme*, qui réside dans une preuve légitime, digne de foi, & propre à rassurer la religion du Tribunal. Il faut, ou des procès-verbaux, faits par des personnes revêtues d'un caractère juridique; ou des déclarations autenthiques devant des Officiers de Justice. On voit dans l'Ordonnance de 1670. tit. 10. art.

5. & 6. que les procès-verbaux, dressés même par ceux qui en ont le droit, ne font pas tous une preuve légale. Que doit-ce être d'un *Nitard*, lié d'intérêt avec le Capitaine qui a cautionné pour lui dans des contrats à la grosse ? C'est un simple particulier, & suspect, qui prête, comme les deux autres, un suffrage mendié, *emendicata suffragia*, comme dit la loi 14. *Cod. de Accus.*

Tout ce qu'il auroit pû faire, en qualité d'Ecrivain, étoit de fournir un extrait de son Registre, si son Registre étoit en règle. Car l'Ordonnance Maritime art. 2. au titre de l'Ecrivain, dit qu'il écrira dans son Registre les marchandises qui seront chargées & déchargées. Mais Nitard n'avoit pas signé la Police de chargement des marchandises en question, quoique Fabre auroit dû la lui faire signer pour autoriser cette Police, le Capitaine qui seul l'a signée, ne pouvant se donner aucun credit à lui-même; cet Ecrivain n'a tenu non plus aucun compte du déchargé.

S'il l'avoit fait, on en auroit communiqué l'état, qui même seroit tout simple, sans parler de la vente, & du dépôt; parce qu'une fois que Nitard auroit couché sur son Registre les marchandises déchargées, il auroit laissé au Capitaine le soin de les vendre, ou déposer, à qui il voudroit, & d'en tirer tel parti qu'il lui plairoit. Ou si l'Ecrivain étoit entré dans ce détail, on l'auroit produit par extrait, & non sous le titre de *facture*.

D'ailleurs la prétendue *facture* est sans date, & faite après coup. On a bien mis le 26. Novembre 1749. mais ces mots ne sont d'aucune valeur: car la pièce étant datée de la Nouvelle Orleans, elle auroit dû y être légalisée, pour faire croire

qu'elle y a été dressée le même jour.

On peut citer, à ce propos, le prétendu Consulat. Quoiqu'il soit daté *de la Balise le 3. Septembre 1749.* ce n'est pourtant que du jour de l'enregistrement au Greffe du Conseil Supérieur de la Louisiane, fait le 3. Octobre suivant, que cet acte a une date, & seulement de ce dernier jour. Mais la prétendue facture n'étant autorisée en aucune façon, n'a point de jour certain, & n'est d'aucun pays, n'y ayant pas plus de raison pour le lieu que pour le tems; jamais on ne donnera à une pièce privée la même force qu'à une publique; & par toutes les argumentations du monde, on n'en sçauroit rendre *la forme* indifférente.

Quand même on passeroit la prétendue date, cette *facture* seroit toujours faite après coup, puisqu'elle auroit dû être dressée dans le lieu même du déchargement, pour acquérir quelque foi. Il n'est pas possible, qu'environ cinq mois après le déchargement, les trois Certificateurs ayent eu présens à leur esprit, tous ces articles d'effets vendus, de même que les sommes auxquelles ils sont évalués, comme encore les invendus. On ne pourroit peut-être pas compter sur leur mémoire uniformément, pour un seul de ces articles. Encore faudroit-il supposer, qu'ils étoient à la suite du Capitaine, & comme pendus à sa ceinture, pour assister à toutes ses opérations, & étudier toute cette leçon qu'ils devoient rendre. Il falloit l'écrire dans son tems, pour donner un air de vérité & un motif de crédibilité à tout leur détail. Les *factures* enfin, ne se font pas de tête & par souvenance, plusieurs mois après l'expédition.

Comment donc ces trois personnages peuvent-ils

ils assurer que le Capitaine Fabre n'a pas débarqué d'autres articles ? C'est pourtant sur cette seule & misérable allegation , qu'est fondée toute la défense du Capitaine , réduite à sa juste valeur.

Il y a plus. Quand le Capitaine , en remettant son prétendu Consulat au Greffier de la Louisiane le 3. Octobre. 1749. declare qu'il joindra à la présente , la facture desdites Pacotilles ; il est bien certain que , suivant le sens naturel & unique de cette déclaration , le Capitaine devoit avoir en main la facture , qui par conséquent auroit été antérieure à la déclaration. La facture communiquée n'est donc pas celle qui fut promise au Greffier ; puisque celle-ci devoit être dressée avant le 3. Octobre , & que l'autre est du 26. Novembre de la même année. Ou , s'il n'y en a qu'une , le Capitaine mentoit au Greffier , en feignant de vouloir joindre une facture qu'il n'avoit point.

C'est fort mal-à-propos , qu'on attribue le défaut de jonction à la prétendue inhabileté & inexpérience du Greffier ; car il n'est besoin d'aucune teinture du Palais , pour s'apercevoir qu'il manque une pièce promise : Et le Greffier n'aura pas dispensé le Capitaine de sa promesse , après avoir écrit l'annonce de la jonction. Tout ce qu'il a pu faire , est de fermer les yeux sur l'embarras du Capitaine , & de ne le pas presser. Il suffisoit au Greffier d'enregistrer ce qu'on lui donnoit , & c'étoit l'affaire du Capitaine , de tout remettre. Mais la rémission d'une pièce du 26. Novembre , étoit impossible le 3. Octobre précédent.

Envain on diroit , que le Capitaine , en promettant de joindre la facture , a entendu qu'il la dresseroit auparavant ; car on ne parle de la jonc-

tion d'une pièce, qu'avec la pièce en main. D'ailleurs, il est évident que *la facture* ne fut pas dressée le 26. Novembre 1749 à la Nouvelle Orléans ; parce que, bonne ou mauvaise, on l'auroit toujours remise au Greffier, & on s'en seroit fait concéder acte.

A moins qu'on n'ajoute, que le Capitaine eut honte de présenter au Greffier, après sa déclaration, une pièce récemment sortie de la fabrique des Certificateurs ; tandis qu'il l'avoit dépeinte, comme faite en tems convenable. Et alors il reste à savoir, si des Juges instruits des règles, doivent se contenter d'un chiffon, que le Greffier de la Louïsiane auroit réjetté.

Le Capitaine avoit encore promis à ce Greffier, outre la prétenduë *facture*, les *réconnoissances* de ce qu'il avoit *consigné* ; & pour lui faire mieux accroire qu'il étoit en état d'acquitter toute cette promesse, il mettoit cette restriction, *s'entend, copie collationnée aux originaux*. Qui n'auroit cru qu'il les avoit en son pouvoir, & qu'il en faisoit beaucoup de cas, puisqu'il n'osoit pas même les confier à un homme public ? Cependant il n'avoit pas la *facture* : On vient de le voir. Il n'avoit non plus aucune *Réconnoissance* de ce qu'il avoit *consigné au Cap*. Car il ne conste d'aucune *consignation au Cap*. Le Capitaine a seulement déchargé ses marchandises, pour les vendre, suivant les occasions qu'il en auroit.

Que si on confond les prétenduës *Réconnoissances* avec les *Certificats* des acheteurs, ou dépositaires des marchandises laissées au Cap ; on n'en fera pas plus avancé. Car le Capitaine n'avoit certainement pas l'attestation de *la Veuve Tardivy*, qui est du 27. Juin 1750., environ neuf mois après la

promesse de jonction. Et s'il a menti encore pour cette pièce ; il n'est pas plus croyable pour le Certificat de *Castelveire* , quoique mis sous la date du 12. Juillet 1749. Cette conséquence est fort claire & fort juste. Si Fabre ne l'entend pas , ou fait semblant de ne pas l'entendre ; tant pis pour lui.

Il en est de même de la prétendue attestation de *Gras & Tardieu* , pour les effets invendus , qu'on n'a point encor communiquée. Mais en la supposant réelle , & sous la date du même mois de Juillet ; c'est une nouvelle fausseté , & une visible antidate ; car enfin toutes ces pièces ne sont point légalisées ; & si le Capitaine les avoit eues en son pouvoir à *la Nouvelle Orléans* , il n'en auroit pas fait un mystère au Greffier.

S'il ne devoit lui donner qu'une copie collationnée aux originaux , sa promesse étoit dérisoire ; car il avoit besoin de repasser au Cap , pour prendre les originaux. Le collationné ne pouvoit venir qu'après ; & l'on ne croit pas que le Capitaine le porte jamais au Greffier.

D'ailleurs on ne collationne que des pièces publiques : & ce seroit une double tromperie , d'avoir supposé des originaux , & prétendu qu'ils étoient authentiques.

La collation d'un pièce privée avec sa copie , n'en peut même jamais constater la vérité , sans appeler les Parties intéressées. Il en résulte seulement qu'il y a les mêmes mots dans la copie que dans le prétendu original : mais cela ne fait pas une vérification. Et si le Capitaine vouloit donner quelque couleur à sa facture , qui seule touche au point du procès ; il devoit la faire attester par les trois Certificateurs sous la religion du ser-

ment, puisqu'il suppose la pièce par eux signée à la Nouvelle Orléans. Le prétendu sinistre est du 28. Août 1749. Le prétendu Consulat est du 3. Octobre. Il n'y avoit aucune raison de différer la facture au 26. Novembre. Si elle étoit sincère, elle auroit du moins été dressée lors du Consulat ; & la dresser en étoit bien facile, avec trois Certificateurs d'une prodigieuse mémoire, sous lesquels on auroit pu écrire couramment ce que leur imagination auroit dicté : & se trouvant sur les lieux, ils auroient certifié en due forme la sincérité de l'état des marchandises laissées au Cap.

Quand des formalités si simples, si triviales, manquent au Capitaine ; c'est qu'il n'a sçu, ou songé, de dresser & rajuster sur les lieux ses pièces justificatives ; & qu'il s'est réavisé, ou a été inspiré, trop tard, après en être sorti. Alors, il y a suppléé, comme il l'a pu ; mais la fraude devoit toujours transpirer par quelque endroit.

Qu'importe, après cela, que deux des Certificateurs soient encore hors du Royaume ? Il est toujours bien clair, qu'ils n'ont pas signé leur certificat à la nouvelle Orleans, si encore ils l'ont signé ; car qui connoit leurs signatures ? Envain on diroit qu'il faut s'inscrire en faux. Car l'inscription n'a jamais été employée contre un simple certificat ; outre qu'il ne s'agit pas d'un faux matériel. Les Certificateurs auront bien écrit, si l'on veut, qu'il n'y a pas d'autres articles de la pacotille débarqués au Cap : Mais ce n'est là qu'une simulation, dont la différence, d'avec le faux, est observée, après Dumoulin, par Danty pag. 172. sur la preuve par témoins : *Aliud, merum falsum ; aliud, fraus ; aliud, simulatio*. Dans le cas d'une pièce simulée, on n'a

n'a pas besoin de croiser de faux l'absurdité qu'elle présente ; on s'attache au fait , & non à l'écriture, *on ne s'inscrut point contre les pièces simulées.*
rei gesta, potius quam scriptura. C'est ainsi , que par Arrêt du mois de Juin 1733 le sieur Le-Noir, pour qui l'un des Souffignés écrivoit, fit casser, un rapport de feu M. de Ballon, des quittances produites par les hoirs du sieur Jouvène, évidemment antidattées , sans recourir à la voye extraordinaire de l'inscription.

Allons plus loin. On avoit relevé dans la première Consultation le défaut d'énonciation des articles de la commission remplie par le Capitaine à son relâche au Cap, suivant la Lettre à Bfor du 15 Juillet 1749 : Depuis mon arrivée , dit-il , je n'ai pu vendre que les articles de la commission que j'avois à cent pour cent de bénéfice , se montant à la somme de 2655 liv. 17 sols 2 den. qu'il m'a promis de m'en donner la moitié avant mon départ. Si au cas me le donne , je l'emploierai ici pour la Louisiane. Les Souffignés avoient pensé , que ces articles énigmatiques, qui sentent si fort la fraude , devoient être regardés comme faisant partie de la pacotille. Le mémoire de Fabre confirme cette idée ; il prétend avoir été chargé de cette commission par Castelveire, le même dont il a rapporté le certificat sur partie des effets vendus. L'excuse est pitoyable, 1°. Si Castelveire avoit donné cette commission , on en justifieroit par un ordre envoyé au Capitaine avant son départ de Marseille. 2°. Le certificat de Castelveire parleroit, tant de la commission que de l'achat. 3°. Si les articles de la commission avoient appartenu à Castelveire, le Capitaine les lui auroit seulement remis ; au lieu qu'il dit les avoir vendus. 4°. Dans le cas d'une vraie commission , le Capitaine n'auroit

pas gagné le cent pour cent. 5°. Il n'auroit pas disposé du montant des articles dont un autre auroit été le maître. 6°. Quand il parle mystérieusement à son ami Paul Brot, & de la *commission* prétendue, sans dire d'où elle vient, & de celui qui en avoit acheté les *articles*, sans le nommer; sans doute qu'ils s'entendoient.

Si la Lettre fut imprudemment communiquée, c'est que la vérité ne perd jamais ses droits; & que Fabre, ou Paul Brot, son meneur d'œuvres, craignant, avec juste raison, que le Tribunal ne fût mal édifié de ses reticences, lâcha, dans le trouble, cette pièce avec quelques autres, à la veille de la Sentence.

Sa communication ne fit pourtant que fortifier les soupçons; puisqu'on l'obligea de *justifier en due forme*. Et ce fut alors qu'on vit sortir toute cette foule de pièces qu'on tenoit en réserve, & qui concourrent seulement à faire debouter Fabre de l'odieuse demande des 3000 liv. qu'il a en main, & au-delà.

Du reste, quand on a parlé de la *commission*, ce n'est pas pour mettre en déduction le montant des *articles*, mais pour achever de montrer par une fraude particulière où le Capitaine s'enveloppe, qu'il n'a point satisfait à l'interlocutoire, & que toute sa prétendue *justification* n'est qu'une mauvaise couverture, à travers laquelle on voit, que ce qu'il dit n'avoir pas sauvé à la Louisiane, avoit été laissé au Cap.

Le défaut de naufrage fait un surcroît de preuve. On est en droit de nier le sinistre, dès qu'il ne conste point. Une lettre du sieur de Mazan avoit été d'abord alleguée pour toute preuve; elle a disparu. On y substitua une lettre du Capitaine,

qu'on a jugée insuffisante. Ensuite est venu le prétendu Consulat, qui n'est point en règle.

Il est inutile de citer l'exemple d'autres Assureurs; parce qu'on ne juge point par comparaison, mais par principe, *legibus, non exemplis judicandum*. Les Défendeurs ne sont pas les seuls qui aient refusé de payer: on s'est accomodé avec les autres sous différentes conditions, ce qui découvre une prétention mal assurée; encore ils ont capitulé, chacun en droit soi, dans l'ignorance du vrai état de la cause: Outre que les Assurés les ont radoucis par de belles promesses, dont l'exécution pourra bien les mettre en peine.

La Loi 2. *cod. de naufragiis*, veut que tout Maître de Navire qui prétend avoir naufragé, se hâte d'en faire la preuve par témoins auprès du Juge des lieux, *Judicem adire festinet, & probet apud eum, testibus, eventum*. Tel est le Consulat, & sa forme. La loi 3. du même titre, dit d'employer pour témoins, les mieux instruits, *in quibus est scientia plenior*. L'Ordonnance de la Marine n'a pas dérogé au droit écrit, à cet égard, en exigeant des *actes justificatifs de la perte, & du chargement*. On peut seulement en induire, qu'elle autorise une autre justification équivalente au Consulat, & subsidiaire, au cas qu'on ne trouve personne pour recevoir cette preuve ordinaire & légale. Le sieur de Mazan & le Capitaine, sont intéressés & suspects. Le Capitaine a même produit un prétendu Consulat, pour faire entendre qu'il s'est mis en règle; mais il n'y est pas.

Le prétendu naufrage est du 28. Août 1749. & ce n'est que le 3. Octobre qu'il va faire sa déclaration; il ne s'est pas pressé.

Il dit qu'il n'y a point de Juge à la Balise, voisine du prétendu sinistre ; on veut le croire. Il ajoute que le Commandant n'auroit pas sçu prendre le Consulat, c'est-à-dire, entendre & faire écrire la plainte du Capitaine, de même que les dépositions des témoins qu'il auroit produits. C'est donner une bien petite idée de cet Officier : Faut-il pourtant le déclarer inhabile, sur la foi du Capitaine Fabre ? A la bonne heure.

Mais il ne manquoit pas de Juges au Conseil Supérieur de la Louïsiane : il ne s'adresse cependant qu'au Greffier ; & au lieu d'une exposition, & d'une information, il présente un simple certificat, signé à la Balise (suivant la date) par des gens qui ne se montrent pas, & qu'on n'entend, ni ne connoit, & dont on ne peut vérifier les seings. Le Capitaine devoit au moins, en comparoissant seul avec son fidèle Nitard, suppléer, avec lui par un serment, à l'irrégularité de la pièce qu'il portoit ; mais il ne fit que la présenter au Greffier, comme une lettre.

En faisant la preuve à la forme de droit (si on y avoit procédé) on n'auroit pas dû la composer, du moins en entier, des Gens de l'Equipage. On auroit dû produire le *Pilote Côtier*, qui étoit entré dans le Navire avant le prétendu sinistre, & qui dirigeoit la manœuvre. On avoit aussi les *trois Soldats* que le Commandant de la Balise avoit envoyés à bord, aussi avant le prétendu naufrage. Il y avoit encore beaucoup de monde dans *plusieurs Navires Marchands*. Voilà bien des témoins non suspects, qu'on avoit sous la main ; aucun n'a été entendu. Ces *Navires Marchands* mettoient précisément le Capitaine Fabre au cas de la Loi 3. de *nauf.*

nauf. déjà citée, qui veut qu'on préfère certains témoins à d'autres, & qu'on s'arrête, tout premièrement, aux Maîtres des Navires, comme mieux au fait, *circà magistros Navium, quibus est scientia plenior, immoretur.* Mais ce Capitaine a tâché de se tirer toujours d'affaire par des voyes plus commodes, avec des certificats d'inconnus.

Faut-il encore prouver la prétendue perte de ses effets ? il prend un autre certificat des trois noms employés au bas de la facture des marchandises laissées au Cap.

Ces certificateurs étoient-ils chargés de faire la verification de ce qui manquoit ? Il auroit pour cela fallu tenir compte de ce qu'on mettoit à terre, & surtout, lorsqu'on devoit le porter à 30. lieües loin. L'état des effets perdus ne pouvoit être juste, qu'en sachant au vrai ce qui avoit été chargé à Marseille, & ce qu'on avoit laissé au Cap. Or le chargement n'auroit pû être connu que par la Police, où les marchandises sont énoncées en blot, sans détail de quantité & qualité, contre la disposition de l'Ordonnance des Fermes ; & le nombre des effets laissés au Cap, est encore incertain. On ne peut donc se reposer sur des témoignages extrajudiciaires, qui ne consistent même qu'en quelques sillabes tracées au bout d'un morceau de papier par des personnages affidés.

Outre que leur fausseté se présume par les grands *secours* qu'on auroit reçus à tems dans le prétendu naufrage, & qui naturellement ont été les premiers portés avec succès sur la pacotille du Capitaine.

Sur ces *secours*, comme sur autre chose, le Capitaine élude la difficulté. Il rapporte assés bien les objections, puisqu'il copie la Consultation par lam-

beaux ; mais on est toujours à attendre une réponse nette & satisfactoire. *Ils croient bien*, est-il dit dans la 4. & 5. page de son Inventaire ; *que malgré toutes les précautions qu'ils ont pris pendant le sauvement, il y a eu quelque pillage à la Balise, par la confusion du monde qu'il y a été de plusieurs Navires Marchands, pour leur donner tous leurs secours qu'ils ont pu.* Ces Navires Marchands étoient sans doute à l'embouchure de la Rivière, & ne sont pas les Chaloupes envoyées de la Nouvelle Orléans par le sieur Poufrac de Mazan. *Tous les secours que plusieurs Navires Marchands peuvent donner, sont assez considérables pour suffire au sauvement.* On ne parle néanmoins, dans le récit du prétendu sinistre, que d'un secours réclamé à 30. lieues. Il est inouï que dans un cas pressant, on aille courir si loin sans nécessité, pour y chercher même ce que l'on a abondamment. Les Chaloupes pouvoient être nécessaires pour transporter le sauvé, mais non pas pour le sauvement.

D'ailleurs on ne conçoit pas, comment ce sieur Poufrac, qui étoit venu dans le Navire, qu'on fait échouer presque immédiatement après son entrée dans la Rivière, se trouve à trente lieues, pour recevoir la nouvelle du prétendu naufrage, & secourir le Navire après sept jours d'expectative.

On n'a pas besoin de pousser plus avant les réflexions. Il convient pourtant d'observer, que, suivant l'art. 53 de l'Ordonnance Maritime tit. des Assurances, *l'Assuré est tenu, en faisant son délaissement, de déclarer toutes les assurances qu'il aura fait faire, & l'argent qu'il aura pris à la grosse sur les effets assurés, à peine d'être privé de l'effet des assurances.* C'est à quoi le Capitaine n'a pas satisfait, quoi-

qu'il se soit fait assurer, & qu'il ait pris de l'argent à la grosse, outre celui qu'il a cautionné pour ses Certificateurs.

Du reste, la menace d'une action extraordinaire est un ridicule épouvantail. On ne sçauroit traiter en douceur une matiere de fraude. Les Assureurs ont entendu uniquement, & ils ont dû se défendre: Ils ne l'ont fait, qu'en raisonnant sur les pièces produites, sans sortir par conséquent des termes d'une légitime défense, *non convicii consilio*, comme dit la Loi 5. Cod. de injuriis. C'est au contraire passer les bornes, que de traiter une Partie, de Négociant obscur, d'homme qui tient école de chicane, & autres traits personnels, qui ne peuvent partir que de mauvaise humeur, & du dépit de manquer de bonnes raisons, *inconsulto calore*. Mais les Assureurs ne s'amuse point à des injures si déplacées, & ne demandent d'être vengés, que par le déboutement auquel ils concluent.

Délibéré à Aix le 15 Janvier 1751. Signés
ROMAN, PASCAL.

*Senten. de Du 30 janv. 1751 qui sans
s'arrêter aux lettres de rescision de nicolas
et couguin faisant définitivement droit
à la requête de vincent fabre, condamne les
D. nicolas et couguin au payant des
sommes par eux assurées sous la deduction
du produit des effets saisis et vendus à la
Louisiane, comme encore de la valeur des
effets laissés au cap, autres toutes fois que
ceux qui furent chargés au cap pour
subrogation au remplacement. condamne
nicolas et couguin aux intérêts et dépens
avec contrainte par corps, et en cas d'apel
ordonne qu'ils payeront par provision les
sommes assurées, après que les susd. liquidations
seront faites.
arrêt du juin 1752 au rapport de m^r de mame despin
qui confirme cette sentence.*

69-574
Wormer
Mar. '69

22

[The page contains approximately 20 lines of extremely faint, illegible handwriting.]



E 750
F123 C
1-S12E

